

Historique et impacts des voitures de société

 Line Vanparys, sociologue

 vanparysline@gmail.com

 Présenté par Pierre Bertin

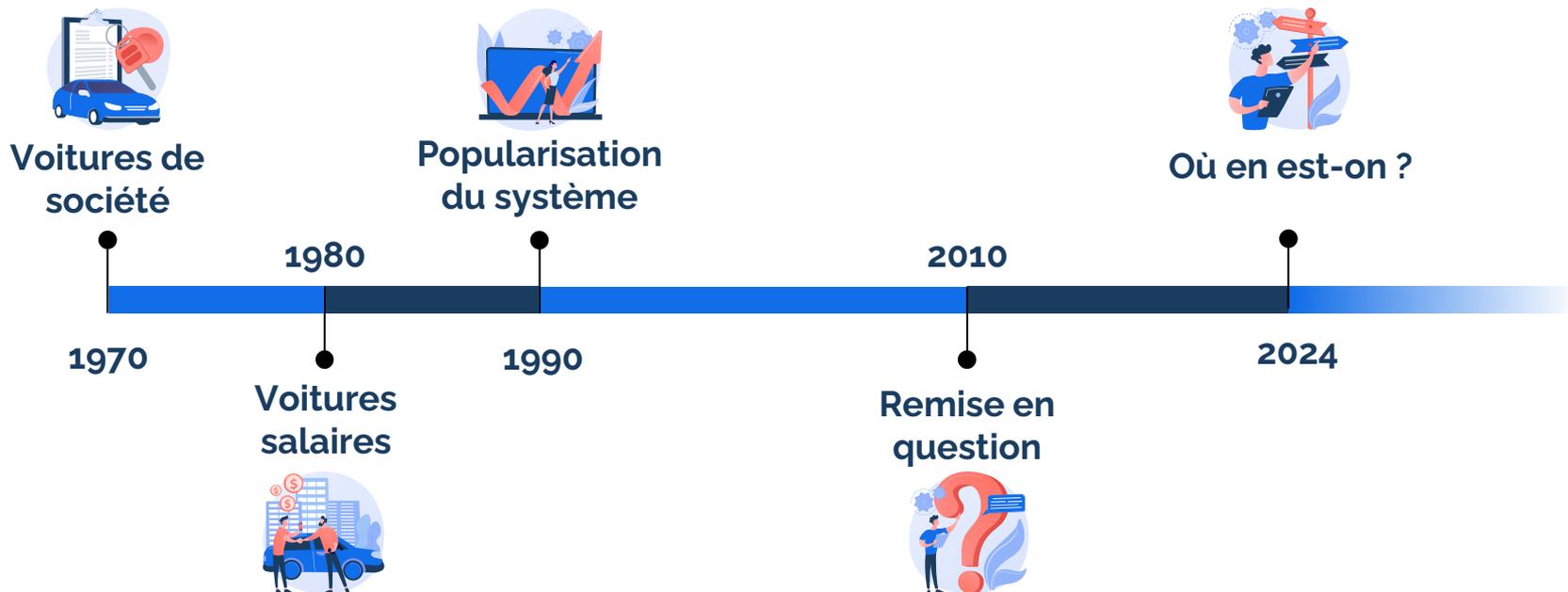
 Chef de projet @Traject

Table des matières

1. Historique du système & situation actuelle
2. Impacts de la voiture de société
 - Impacts fiscaux
 - Impacts sur les pratiques de mobilité
 - A. Enquête MOBWAL
 - B. Enquête Publique sur le Climat
 - C. Enquête MONITOR
3. Nouveau régime fiscal : quelles conséquences ?
4. Conclusions

1 Historique du système & situation actuelle

Historique du système de voitures de société



1

Historique du système & situation actuelle

Pourquoi ce système est-il particulièrement populaire en Belgique ?

Intérêts
fiscaux

Coûts salariaux
élevés

Lobbys
automobiles

Développement
urbanistique

Stratégie de
centralisation



1

Historique du système & situation actuelle

Situation actuelle

 **50%** des trajets domicile-travail de **<5km sont réalisés en voiture** (Diagnostic Fédéral, 2021)

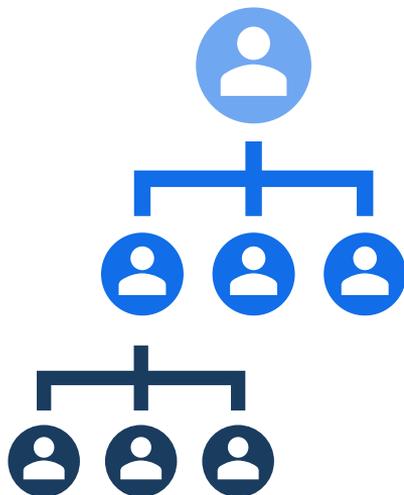
 **13.6 %** des employé·es disposent d'un véhicule de société (SPF Mobilité et Transports, 2022)

 Nombre de véhicules de société en **augmentation** depuis 2008 (SPF Mobilité et Transports, 2021)

 **Manque de données**, notamment pour les dirigeant·es d'entreprise

2 Impacts de la voiture de société

Systeme fiscal avantageux pour :



Les employeurs-euses :

- soustraction partielle aux **cotisations ONSS**
- sous-estimation de l'**ATN**
- complément de rémunération **non-soumis aux impôts**
- **déductibilité**

Les employé-es y ayant droit :

- diminution du montant de la cotisation **ONSS**
- **contribution CO₂** ne dépendant ni du salaire ni des kilomètres parcourus

2 Impacts de la voiture de société

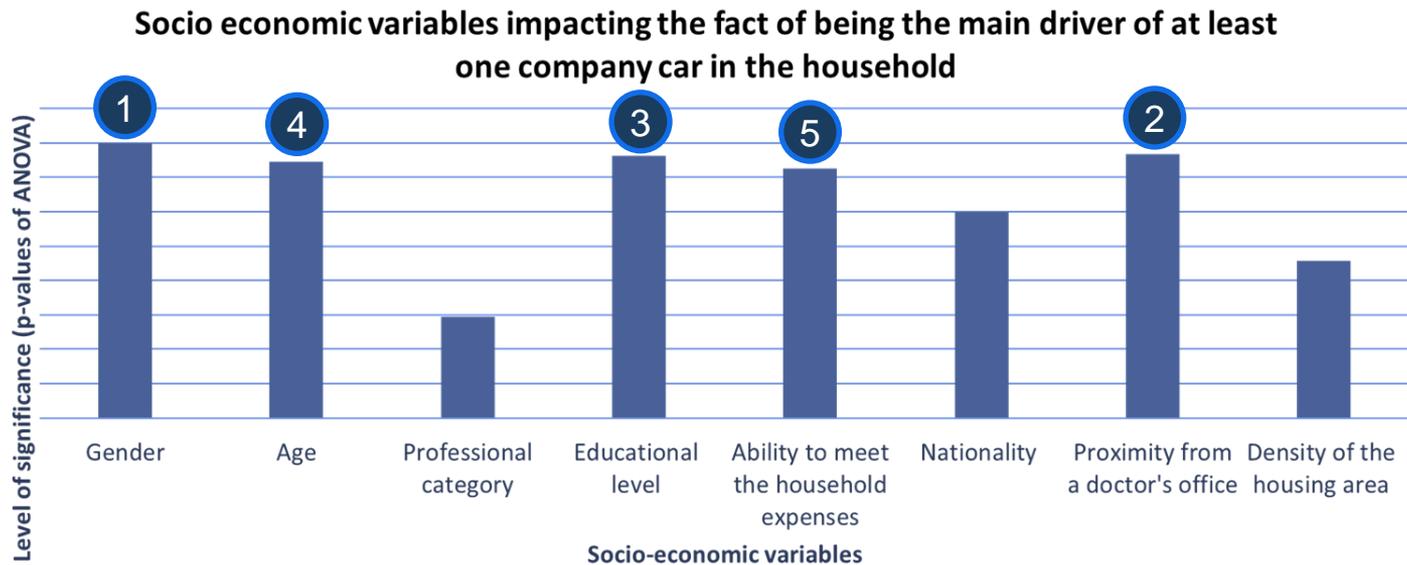
Impacts fiscaux : estimations du manque à gagner fiscal pour l'État



Le régime des voitures de société limite le niveau de taxation des travailleurs et travailleuses ayant **les plus hauts niveaux de revenus**

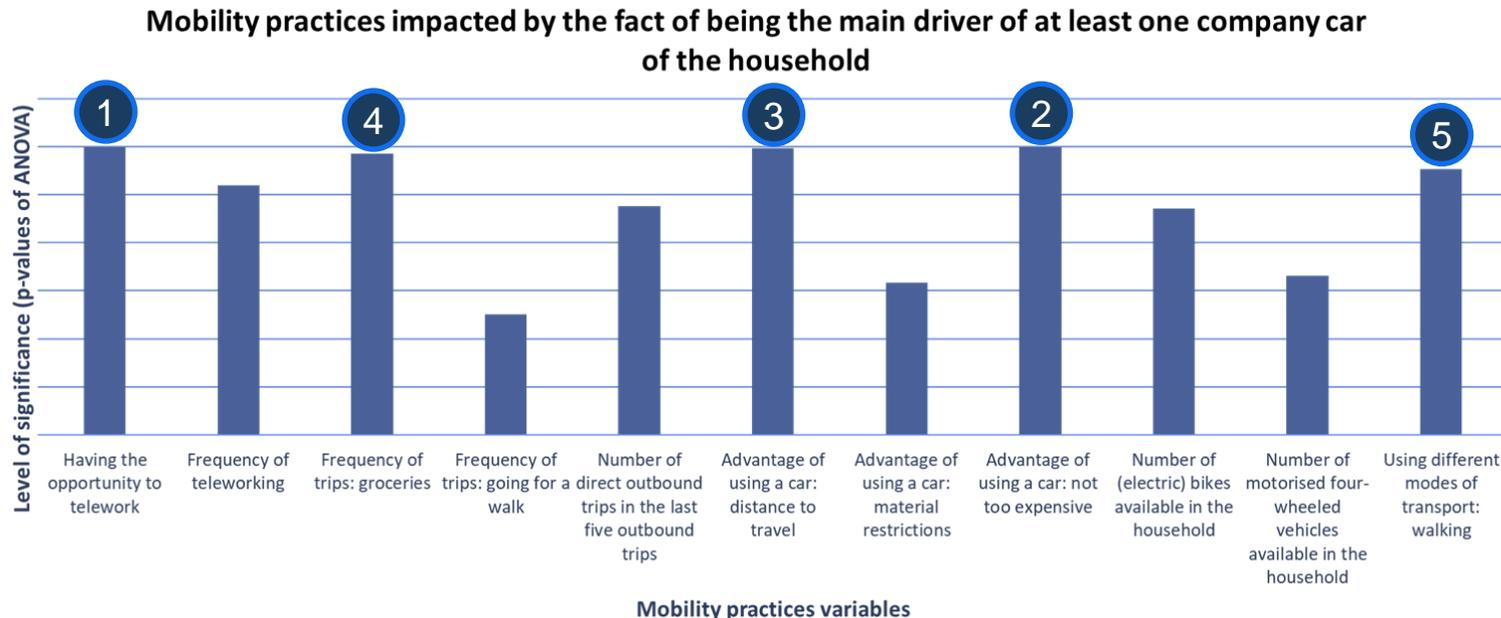
2 Impacts de la voiture de société

Quelles variables déterminent la probabilité de disposer d'une voiture de société ?



2 Impacts de la voiture de société

Quelles pratiques de mobilité sont les plus influencées par le fait d'utiliser une voiture de société comme véhicule principal ?



2 Impacts de la voiture de société

Plus de voitures et plus utilisées

Vient plus souvent **s'ajouter** plutôt que remplacer une voiture



Présence d'une voiture de société dans le ménage → **#km/an plus élevés**

2 Impacts de la voiture de société

Distances parcourues selon le type de véhicule



3 Nouveau régime fiscal : quelles conséquences ?

Les voitures à émissions

01/01/22

01/07/23

31/12/25

Grandfathering

Régime de sortie

Commandées après 2028

Déductibilité

PHEV 01/01/23

Progressivement réduite

0%

Cotisation CO₂

Peu de changements

x 2,25

x 5,5



3

Nouveau régime fiscal : quelles conséquences ?

Les voitures dites zéro émission

- Déductibilité :
 - Avant le 01/01/2027 : 100% deductible
 - Après le 01/01/2027 : diminution progressive pour atteindre 67,5% en 2031
- Cotisation CO₂ : pour les véhicules commandés
 - Avant le 01/01/2025 : cotisation CO₂ minimale de 20,83€/mois*indexation
 - Après le 01/01/2025 : augmentation graduelle pour atteindre 31,15€/mois en 2028*index



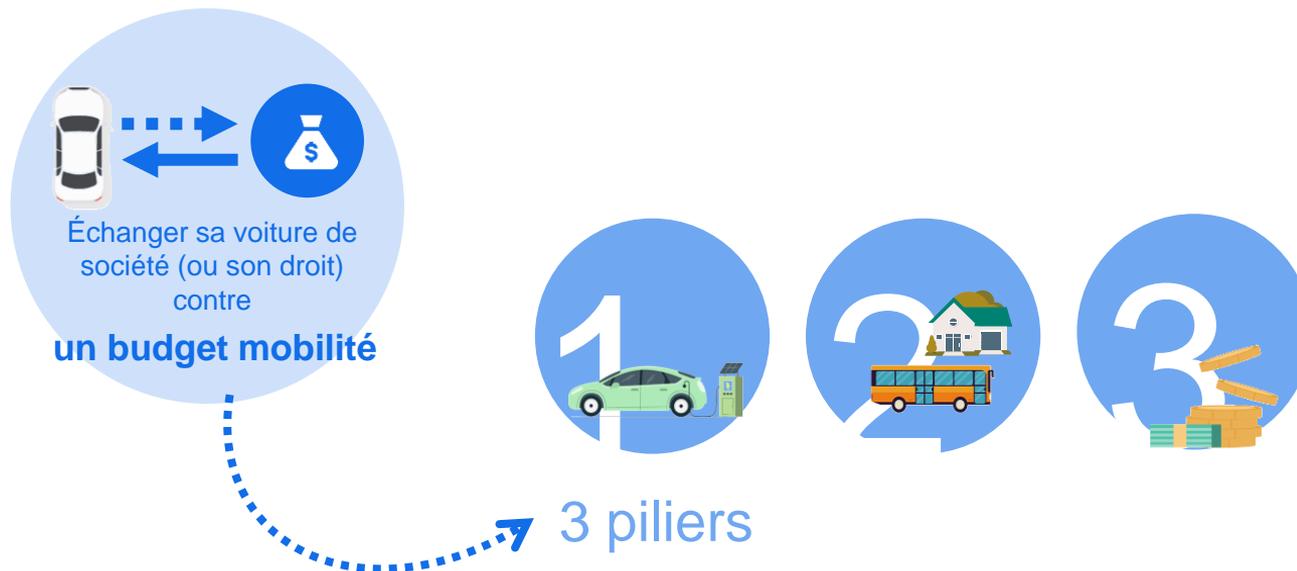
Les dates sont fixées pour les véhicules commandés à partir de celles-ci

[La "fiscalité 2026" sur les voitures de société votée à la Chambre, voici tout ce qu'il y a à savoir ! - FLEET](#)

3

Nouveau régime fiscal : quelles conséquences ?

Le budget mobilité : une alternative qui évolue



Pilier 1 : Une voiture moins polluante ou renoncer à sa voiture

Pilier 2 : Moyens de transports durables (et services) et frais de logement

Pilier 3 : Solde en cash avec cotisation spéciale 38,07%

4

Conclusions

Le régime de voitures de société



est très développé en Belgique par rapport aux pays voisins



est apprécié par les employeurs/employeuses et par les employés



pousse au renouvellement rapide du parc de véhicules



incite à parcourir davantage de kilomètres et à posséder plus de véhicules



bénéficie surtout une partie réduite de la population (hommes actifs, aux revenus et niveaux d'éducatons plus élevés)



coûte à l'État (~2.5 milliards d'euros)

Alternatives et réduction de l'avantage en route mais...